
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXXIV.



Du Samedi 14 Novembre 1789.

LORS de la lecture du procès-verbal, M. Bouche a demandé qu'on y mentionnât la motion qu'il avoit faite hier, relativement aux instructions des provinces qui pourroient éclairer l'assemblée sur les localités; on a cru que cette motion ne devoit pas être inférée dans le procès-verbal, parce qu'elle avoit été rejetée.

M. Champaux, député de Bretagne, a dit qu'il avoit reçu une lettre du procureur du roi de son bailliage, qui porte qu'il n'a reçu aucun des décrets de l'assemblée. Une pareille négligence de la part des agens du pouvoir exécutif, est d'autant plus surprenante, que l'assemblée a rendu plusieurs décrets à raison du défaut de publication des loix constitutionnelles; aussi l'assemblée a-t-elle renvoyé cette plainte au comité des rapports.

La milice du district des jacobins, non contente d'offrir à la patrie son sang & ses veilles, lui fait une offrande assez considérable, tant en argent comptant qu'en argenterie.

Tome IV.

O

Les pensionnaires & commis de comptoir de la ville de Rouen ont fait un don patriotique de 7700 liv.

Les gardes des portes de Paris ont offert pour don patriotique les retenues qui sont faites en plusieurs cas sur leurs appointemens, & qui sont versées dans une caisse commune ; ce qui se porte à une somme très-considérable depuis plusieurs années. Ils se sont plaints en même temps de ce que les fermiers-généraux ont constamment refusé de leur rendre compte de cette masse, quelques instances qu'ils aient faites pour y parvenir, & auxquelles on n'a répondu que par des menaces ; ils ont demandé d'être autorisés à s'en faire rendre compte pour en employer le tiers aux besoins de l'état, & les deux autres tiers en pensions pour les anciens gardes.

M. de Marnezia a invoqué la justice de l'assemblée en faveur des familles des fondateurs, pour la conservation des patronages laïques ; mais elle a cru ne devoir rien statuer sur cette motion, parce qu'elle n'avoit porté aucune atteinte, par ses précédens décrets, aux droits des patrons laïques, qui sont des propriétés particulières, que la puissance nationale ne peut attaquer ni détruire.

M. Treilhard ayant proposé de statuer sur les articles de sa motion, qui avoit été ajournée, M. le marquis de la Coste a demandé de présenter à l'assemblée un plan-général & uniforme sur la disposition des biens du clergé ; mais ce travail a été renvoyé à un autre jour, & M. Treilhard a lu l'article suivant :

« Ceux qui seront à l'avenir pourvus de bénéfices de quelque nature qu'ils soient, ne pourront jouir des revenus qui y sont attachés, qu'à concurrence des sommes qui seront déterminées par l'assemblée nationale. » M. l'Apparent a fait sentir que cet article pouvoit préjuger une question délicate & importante sur les jouissances des titulaires actuels.

Aussi-tôt M. Treillard a changé d'objet en proposant un autre article relatif à l'apposition du scellé sur les titres & chartriers des bénéfices & des établissemens ecclésiastiques, *excepté les cures.*

M. l'évêque de Clermont a dit que le clergé devoit sans doute se soumettre à tous les plans de l'assemblée, & donner aux peuples l'exemple de la soumission à ses décrets; mais que l'exception que l'on faisoit en faveur des cures, devoit naturellement s'étendre jusqu'aux évêchés & archevêchés, comme une marque de confiance dont ils étoient dignes; que l'apparence d'une formalité qui n'est employée que contre la mauvaise foi & dans des circonstances fâcheuses contre certaines classes de citoyens, porteroit coup au ministère épiscopal dans l'esprit des peuples; le prélat étendoit la même exception aux chapitres des cathédrales, aux maisons des religieux & des religieuses, que l'on ne devoit ni affliger, ni effrayer par de pareilles formalités. Il proposoit pour amendement, que le scellé ne fût mis que sur les titres des établissemens qui, d'après des renseignemens exacts & un examen réfléchi, seront voués à la destruction.

M. Germain demandoit que l'exception s'étendit à toutes sortes d'hôpitaux en général.

M. Vernières a développé les grands motifs de justice qui doivent faire respecter la jouissance des titulaires vivans qui, étant mis en possession de leurs revenus au nom de la loi, sont des possesseurs respectables. Il a demandé ensuite que la motion fût ajournée, jusqu'à ce qu'il fût statué sur le plan général à suivre pour les biens du clergé.

M. Legrand, après avoir rappelé ce que nos loix ont établi dans le partage des biens des gens de main-morte, qui selon lui possèdent la sixième partie du territoire *boisé*

de la France, a demandé que, dans le moment actuel, il fût décrété provisoirement qu'aucun bois, même taillés, possédés par les ecclésiastiques, ne pourront être coupé avant que l'assemblée ait statué sur les biens du clergé.

M. Barnave a combattu les motifs de l'ajournement demandé par M. l'évêque de Clermont, en observant que le scellé n'empêchera pas les titulaires de jouir, puisqu'il ne sera pas apposé sur les titres nécessaires pour soutenir leur jouissance: il a sur-tout relevé une contradiction dans le discours de l'agent du clergé, qui disoit, il y a quelques jours, que les précautions étoient assez inutiles à prendre, puisqu'alors le mal seroit fait, & qu'aujourd'hui le clergé réclamoit une confiance absolue. « Au milieu d'instructions aussi opposées, disoit M. Barnave, nous devons prendre des mesures positives; autrement il y auroit de la diversité dans la conduite des dépositaires, & notre décret sur la disposition des biens ecclésiastiques deviendrait illusoire. »

» Il n'est ni juste ni utile de mettre le scellé, disoit M. l'abbé de Montesquieu; il est des titres indispensables pour soutenir la jouissance des titulaires, les *lieves*, les *ceuvillerets*, & autres registres ordinaires ne suffisent pas; nous n'avons pas rendu la foi & hommage, & nous sommes souvent obligés de recourir aux titres primordiaux pour défendre nos droits. La formalité du scellé a d'ailleurs quelque chose d'humiliant pour nous; c'est une sorte d'interdiction qui jettera l'effroi ou la douleur dans les communautés religieuses. Je demande pourquoi le comité ecclésiastique ne s'est pas occupé de la situation des individus ecclésiastiques qui se trouvent sans habitations & sans ressources. C'est un heureux don de voir par-tout de l'or & des richesses, comme des alchimistes, mais il ne faut pas, comme eux, les chercher dans les cendres; imitons la nature qui

ne détruit que pour recréer; l'assemblée doit être sévère pour les principes, mais indulgente pour les individus; elle peut se dédommager sur les personnes, de ce qu'elle est obligée de faire sur les choses. Ainsi je demande que toutes les questions relatives au clergé soient ajournées, jusqu'à ce que le comité ecclésiastique ait présenté un plan général.

» On vous a dit que la nature ne détruisoit que pour remplacer, a dit M. de Mirabeau; mais la nature est occupée aussi à conserver, & nous devons l'imiter autant dans ses plans de création que de conservation; or les scellés ne sont que des actes conservatoires. M. l'agent du clergé nous a fait sentir le dernier jour la nécessité de ces moyens conservateurs, lorsqu'il nous a dit que dans ces momens de trouble & de fermentation, chacun songeoit à s'appliquer ce qui appartenoit à la nation; c'est lui qui nous a le plus alarmé sur la dilapidation que les circonstances actuelles pouvoient amener. Les titulaires ni les provinces ne peuvent être blessés par cette apposition des scellés, puisqu'ils tendent à leur assurer mieux leurs richesses & leurs revenus. Ces scellés ne peuvent être ni longs ni alarmans; j'appuie la motion pour qu'ils soient apposés le plutôt possible. »

M. l'évêque de Nîmes observoit que les scellés ne pouvoient être apposés que sur les bibliothèques des corps, & non sur celles des particuliers.

M. Regnault, craignant des arrangemens frauduleux à raison de certaines possessions litigieuses du clergé, proposoit d'interdire aux titulaires des bénéfices & administrateurs actuels des biens ecclésiastiques, de consentir aucun arrêt d'expédient ou des transactions, sous aucun prétexte que ce soit, jusqu'à ce que l'assemblée ait statué sur la disposition de ces biens; avec défense aux notaires de passer des

transactions, & aux tribunaux de prononcer de pareils arrêts d'expédient.

M. Bouchot proposoit de faire un inventaire sommaire des titres qui tint lieu de scellés.

« Il est des égards auxquels les ministres d'une religion sainte ont droit de prétendre, disoit M. l'abbé d'Apcourt ; ce qui tend à les avilir, tend à détruire le respect des peuples. Pourquoi recourir à des moyens flétrissans, les *déclarations* ne seroient-elles pas suffisantes ? Je propose que les titulaires des bénéfices & chefs des communautés ecclésiastiques soient tenus de faire leur déclaration des effets, titres & papiers dont ils seront personnellement responsables envers la nation ».

M. Chapellier préféreroit la voie des scellés qu'il croyoit aussi utiles aux ecclésiastiques eux-mêmes qu'à la nation : « il s'élève, a-t-il dit, à Rennes & ailleurs, de grands murmures sur des récits réels ou supposés de la dilapidation des effets dans certaines maisons ; on délibéreroit même si l'on iroit y mettre les scellés ; voilà ce qui auroit été vraiment affligeant & auroit accrédité des soupçons ; si la question est ajournée, les bruits se reproduiront ; il faut donc mettre le scellé, & s'il y a des titres nécessaires à la défense des titulaires, on les leur remettra ».

M. Gossin proposoit que les chapitres possesseurs des cures fussent exceptés de la formalité des scellés & inventaires.

M. Desmeuniers, après avoir exposé ce qui s'étoit passé en pareille occasion dans les pays-bas autrichiens & dans quelques parties de l'Allemagne, (exemple que l'assemblée nationale ne suivra pas sans doute) & après avoir peint les alarmes que l'apposition des scellés peut porter dans les maisons religieuses, proposoit de déclarer que dans le cas de suppression des ordres monastiques, l'assemblée laissera un assez grand nombre de maisons des deux sexes,

pour que les religieux & religieuses qui voudront continuer de suivre la vie monastique, puissent y vivre conventuellement.

M. Hebrard vouloit excepter de l'apposition des scellés les effets & titres des églises, corps & communautés dont il existeroit inventaire, & qu'après récollement, la garde en fût confiée aux fabriciens, syndics ou procureurs des ces églises, &c. &c.

On a demandé d'aller aux voix, & l'on a vu paroître au bureau une foule d'amendemens. Il s'est agi quelque temps de terminer les frais de ces formalités ; M. de Foucaud a demandé que les officiers de justice apposassent les scellés sans frais, & M. Long a observé que les juges & greffiers des campagnes, étant pauvres, devoient être payés ; mais cette dernière opinion n'a pas prévalu.

On se proposoit d'aller aux voix pour savoir si les cures seroient comprises dans le décret, lorsque des contestations se sont élevées sur la manière de poser la question. D'après l'observation de M. l'abbé Mauri, l'on a demandé si l'on adoptoit la forme des scellés, ou celle des déclarations.

La première épreuve a été douteuse ; on en a fait une seconde, quoique l'appel nominal fût réclamé ; celle-ci a été en faveur des déclarations. Alors M. Jouye des Roches a proposé que ceux qui feroient de fausses déclarations, fussent déclarés déchus de tout bénéfice & de leurs pensions.

Tous les possesseurs de biens ecclésiastiques, a dit M. Target, doivent y être soumis sans distinction.

M. Milcent a demandé que les titulaires des bénéfices & supérieurs des établissemens ecclésiastiques fussent tenus de faire deux doubles déclarations qu'ils auront fournies, dont l'un sera affiché à la porte de l'église paroissiale du

chef-lieu des bénéfices & maisons ecclésiastiques ; l'autre double sera remis aux officiers municipaux des lieux, qui pourront prendre connoissances des titres, & en adresser copie à l'assemblée nationale.

Selon M. Hébrard, les déclarations à faire ne devoient donner lieu à aucune recherche de la part du traitant ; il substituoit aussi les mots *déclarations frauduleuses*, aux mots *fausses & inexactes* ; ces deux demandes ont été adoptées.

M. de Toulangeon vouloit que l'on donnât au clergé des marques de confiance, & que les déclarations fussent faites devant les juges des lieux.

M. l'abbé de Montesquiou s'élevoit avec force contre les peines proposées à raison des fausses déclarations ; il préféreroit d'établir toutes les formalités nécessaires pour connoître les biens & les titres ecclésiastiques. « La mauvaise foi doit seule être punie, disoit-il ; mais *des abbés commendataires*, qui sont allés une fois dans leurs abbayes, ne sauroient donner des renseignemens exacts ; & comment les punir d'une erreur involontaire ? »

M. de Cust ne étoit plus indulgent que M. des Roches ; il bornoit la peine de la fausse déclaration à la privation du quart des revenus.

Après ces ennuyeux débats, on a enfin proposé d'aller aux voix ; mais les obstacles se sont multipliés ; une partie de l'assemblée paroissoit vivement intéressée à ajourner la délibération ; mais l'ajournement a été refusé.

Il étoit près de quatre heures, & le décret étoit instant pour l'intérêt public. M. l'évêque de Perpignan l'a retardé quelques instans, en demandant d'abord la division des différens amendemens & la discussion sur le délai dans lequel les déclarations seroient faites. Il en demandoit un plus long pour les ecclésiastiques membres de l'assemblée, & il insistoit sur-tout pour qu'elles ne fussent

faites qu'après que les assemblées provinciales fussent établies.

Nouvelle discussion sur l'affiche des déclarations ; une certaine partie de l'assemblée s'élevoit contre cette formalité ; on est allé aux voix , & il a été décidé qu'elles seroient affichées.

M. Fermond ayant demandé que les chevaliers des divers ordres , tels que ceux de Malthe , de Saint-Lazare & autres , fissent aussi leurs déclarations , sous peine d'être privés de leur jouissance , M. le vicomte de Mirabeau ayant demandé l'ajournement de cette question à aujourd'hui , il a été accordé.

Ensuite la division a été refusée & certains membres se sont retirés. On a demandé le retranchement de l'article concernant la peine des déclarations frauduleuses , & cet article a été conservé.

Enfin on est allé aux voix sur le fonds de la motion , & il en est résulté le décret suivant :

Décret.

« Tous titulaires de bénéfices , de quelques nature qu'ils soient , & tous supérieurs de maisons ecclésiastiques , sans aucune exception , seront tenus de faire , sur papier libre & sans frais , dans deux mois , pour tous délai , à compter de la publication du présent décret , pardevant les juges royaux ou les officiers municipaux , une déclaration détaillée de tous biens mobiliers & immobiliers dépendans desdits bénéfices , maisons & établissemens , ainsi que de leurs revenus ; & de fournir , dans le même délai , un état détaillé des charges dont lesdits biens peuvent être grevés ; lesquelles déclarations & états seront par eux affirmés véritables devant lesdits juges ou officiers , & seront publiés & affichés à la porte principale des églises de

chaque paroisse où les biens sont situés, & envoyés à l'assemblée nationale par lesdits juges & officiers.

» Décrète pareillement que lesdits titulaires & supérieurs d'établissémens ecclésiastiques seront tenus d'affirmer qu'ils n'ont aucune connoissance qu'il ait été fait directement ou indirectement quelque soustraction des titres, papiers & mobilier desdits bénéfices & établissemens; comme aussi que ceux qui auroient faits des déclarations frauduleuses, seront poursuivis devant les tribunaux, & déclarés déchus de tout droit à tous bénéfices & pensions ecclésiastiques.

« Pourra néanmoins, ce délai de deux mois, être prorogé, s'il y a lieu, pour les *ecclésiastiques, membres de l'assemblée*, seulement, & sur leur réquisition, sans que les déclarations qui seront faites, il *puisse résulter aucune action de la part des agens du fisc.*

» Le présent décret sera porté à la sanction sur-le-champ. »

Il y a trois cents ans que le clergé fait des déclarations de ses biens & revenus, & trois siècles n'ont pu amener à une connoissance exacte de ces objets. Il est vrai qu'elles étoient réclamées par le despotisme en faveur du fisc; mais aujourd'hui qu'elles sont demandées par la législation nationale, en faveur des peuples, la vérité viendra sans doute au secours du patriotisme.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

LE POINT DU JOUR

RÉSUMÉ DE CE QUI S'EST PASSÉ LA-VILLE À
L'Assemblée Nationale.

N.º CXXXV.

Du Dimanche 22 Novembre 1789.

Après la lecture du procès-verbal de la séance
des députés du pays à Paris, nous sommes allés
à l'Assemblée nationale, où nous avons vu
d'abord le président de l'Assemblée, M. de
Lamoignon, qui a lu le rapport de la
commission des finances, et ensuite le
rapport de la commission des impôts. Les
dépens de l'Assemblée ont été fixés à
cent mille livres. On a ensuite discuté
sur le projet de loi relatif aux émigrés.
M. de Lamoignon a proposé de les
considérer comme ennemis de la patrie,
et de leur ôter tous les droits de
citoyen. Cette proposition a été adoptée
à la majorité. On a ensuite discuté
sur le projet de loi relatif aux
réfugiés. M. de Lamoignon a proposé
de les considérer comme étrangers,
et de leur ôter tous les droits de
citoyen. Cette proposition a été adoptée
à la majorité. On a ensuite discuté
sur le projet de loi relatif aux
émigrés. M. de Lamoignon a proposé
de les considérer comme ennemis de la
patrie, et de leur ôter tous les droits
de citoyen. Cette proposition a été
adoptée à la majorité.

Tom II.